

البيان

Bulletin mensuel publié par la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme (CIMCT)

LE SG RENCONTRE LE MINISTRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES DE DÉFENSE DES EAU



SE le ministre d'État aux Affaires de défense des Émirats Arabes Unis, Mohammed Ahmed Al Bawar-di, a reçu à Abou Dhabi, le mardi 22/2/2022, le SG désigné de la CIMCT, le major-général Pilote Mohamed bin Saeed Al Moghidi.

Lors de la réunion, les deux parties ont examiné les moyens de coopération pour atteindre les objectifs de guerre contre le terrorisme et discuté des questions d'intérêt commun entre les EAU et la CIMCT et les derniers développements atteints par la Coalition dans la mise en œuvre de sa politique, son plan stratégique et ses initiatives. Le major-général Al-Moghidi a souligné l'importance des efforts, expériences et expertise des Émirats, membre de la Coalition dans la lutte contre l'ex-trémisme violent et le terrorisme. La réunion s'est déroulée en marge des salons de l'UMEX et du SimTEX 2022, auxquels participaient des organismes régionaux et internationaux. Cette visite intervient dans le cadre de la volonté de la CIMCT d'établir des partenariats stratégiques entre les États membres, les pays de soutien et les organisations internationales, et de renforcer les relations et la coopération avec tous les pays du monde, d'échanger les meilleures pratiques et expériences internationales de lutte contre le terrorisme, et de se joindre aux efforts internationaux visant à maintenir la paix et la sécurité internationales.

L'attaché de défense britannique visite la Coalition



Le SG mandaté de la CIMCT, le major-général pilote Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, a reçu le 14 février 2022 l'attaché de défense du Royaume-Uni auprès du Royaume d'Arabie Saoudite, le brigadier général Francis Piggot et la délégation l'accompagnant.

Au cours de la visite, le général de brigade Piggot a écouté une explication détaillée des efforts de la Coalition contre le terrorisme dans les quatre domaines (idéologique, médiatique, lutte contre le financement du terrorisme et militaire), et sa contribution à la coordination et au renforcement des efforts des États membres. L'entretien a porté sur la coopération entre la Coalition et le Royaume-Uni.

Le major-général Al-Moghidi a indiqué que la CIMCT est un système intégré qui vise à soutenir la coopération entre les États membres et consolider les valeurs de légitimité et d'indépendance. Le responsable britannique a salué les efforts et les réalisations de la Coalition au service des États membres.



3

LA DÉCISION DE CLASSER LES HOUTHIS GROUPE TERRORIST



4

LES EXPÉRIENCES DES PERSONNES IMPLIQUÉES DANS LA VIOLENCE POLITIQUE



6

LE BANGLADESH COMBAT LE TERRORISME AVEC DES EFFORTS DURS ET SOFT



10

CYBER COUNTER-TERRORISM

LA 4È RÉUNION PARLEMENTAIRE ARABE CONDAMNE LE TERRORISME HOUTHIS ET APPELLE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À Y METTRE FIN ACCUEIL FAVORABLE DE LA DÉCISION DE CLASSER LES HOUTHIS GROUPE TERRORISTE



Le mercredi 29 décembre 2021, la CIMCT a annoncé et publié son plan annuel d'activités et d'événements pour 2022, avec en tête une citation du discours de Son Altesse Royale le Prince Muhammad bin Salman bin Abdulaziz, prince héritier, vice-président du conseil des ministres, ministre de la Défense et Président du Conseil des ministres de la Défense de la CIMCT, lors de la première réunion du Conseil, au cours de laquelle il a affirmé que:

Le plan a été présenté par le secrétaire général de la CIMCT, le Major-Général Mohammed bin Saeed Al-Maghidi, qui a indiqué que les pays islamiques sont les plus touchés par les menaces terroristes qui affectent leur développement social et économique et que la bataille contre l'extrémisme violent n'est point facile, mais la victoire est certaine grâce aux efforts concertés et à leur action intégrée et sérieuse.

Le Secrétaire général a précisé que les confrontations militaires et les solutions sécuritaires ne suffisent plus à confronter l'extrémisme violent, et qu'il est important d'adopter une approche différente qui aura des résultats plus positifs, en entravant l'idéologie de l'extrémisme violent, et en neutralisant et en réduisant les risques terroristes, à travers des programmes scientifiques et professionnels parallèles aux efforts militaires et sécuritaires. Sur cette base, a été conçu le plan annuel des activités à mettre en œuvre par la CIMCT, avec la participation des délégués des États membres et d'experts et spécialistes de lutte contre le terrorisme dans les différents domaines.

Prémisses et objectifs

Le plan comprend trois prémisses et six objectifs.

Les **prémisses** sont:

- **Qualité** des conférences, séminaires et ateliers pour une mise en œuvre significative et fructueuse du plan.
- **Diversité** des activités pour mieux servir la Coalition et réaliser ses objectifs.
- **Intégration** des quatre domaines d'action de la CIMCT dans les divers événements et activités pour atteindre les objectifs stratégiques.

Les **objectifs** sont:

- **Clarifier** les concepts de l'extrémisme idéologique, ses enjeux, son évolution historique et les répercussions des comportements violents, et révéler les caractéristiques, les approches des dirigeants, les activités intellectuelles et les potentialités militaires des organisations extrémistes.
- **Connaître** les sources de financement du terrorisme et les combattre par des mesures préventives et des moyens appropriés conformes aux normes et réglementations internationales.
- **Promouvoir** les capacités qui aident à prévenir et réduire les comportements violents et l'attrait de l'idéologie extrémiste.
- **Développer** les compétences de lutte contre le terrorisme médiatique et électronique, et connaître les politiques de polarisation et de recrutement des organisations extrémistes via les nouveaux médias.
- **Échanger** les expériences militaires dans la traque des organisations terroristes et la détection de leurs moyens militaires.
- **Polariser** et recourir aux experts du terrorisme contemporain pour bénéficier de leur expertise de collecte et d'analyse d'informations, de traitement des données relatives aux menaces terroristes et pour connaître les politiques et méthodes avancées de lutte contre le terrorisme, afin de former des cadres spécialisés dans ce domaine, au profit des États membres.

Événements et activités

Le plan comprend nombre de sujets relatifs à la lutte contre le terrorisme dans ses différents domaines, selon deux types d'événements et d'activités:

Primo: les événements et activités durables, programmés au cours de l'année et mis en œuvre selon un plan préalablement préparé, à savoir: conférences, séminaires, formations, visites, séances de travail, rencontres avec des experts.

Secundo: les événements et activités supplémentaires, tels qu

ACCUEIL FAVORABLE À LA DÉCISION DE CLASSER LES HOUTHIS GROUPE TERRORISTE



Le lundi 28 février 2022, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution n° (2624) sous l'article VII, qui prévoit de renouveler les sanctions contre le Yémen et qualifie le groupe Houthis (dits Ansar Allah) de groupe terroriste. La résolution inclut le groupe sur la liste des sanctions du Yémen qui comprend un embargo sur les armes, tout en dénonçant ses attaques transfrontalières contre les civils et les infrastructures civiles en Arabie Saoudite et aux Émirats Arabes Unis, et appelant à une cessation immédiate des hostilités. La décision a été largement saluée par le monde arabe et international, ainsi que par les organisations régionales et arabes.

Arabie Saoudite

Le Conseil des ministres a salué, lors de sa réunion tenue au palais Al-Yamamah, le mardi 1er mars 2022, sous la direction du Serviteur des deux Saintes Mosquées, le roi Salman bin Abdulaziz, la décision du Conseil de sécurité, exprimant son aspiration à ce que la décision contribue à mettre un terme aux actes du groupe terroriste et de ses partisans, et à neutraliser le danger qu'il représente pour le peuple frère yéménite, la sécurité et la paix. Le ministère saoudien des Affaires étrangères a publié une déclaration dans laquelle il a réitéré son soutien aux efforts déployés pour parvenir à une solution politique globale à la crise yéménite, et son soutien aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies au Yémen sur la base de l'initiative du Golfe et de ses mécanismes exécutifs, des résultats du dialogue national et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dont la résolution (2216).

Émirats Arabes Unis

Les EAU ont salué cette décision. La représentante permanente des EAU auprès des Nations unies, l'ambassadrice Lana Nusseibeh, a déclaré : "Le but de cette décision est de limiter les capacités militaires du groupe terroriste Houthi et d'empêcher ses activités agressives". L'ambassadrice a réitéré l'appel émirati de mettre un terme aux activités terroristes du groupe Houthi et de retourner à la table des négociations pour entamer un processus politique sérieux.

Royaume de Bahreïn

Le ministère bahreïni des Affaires étrangères a déclaré que la décision contribue à fléchir les capacités et les attaques agressives du groupe terroriste Houthi, soulignant le soutien du Bahreïn aux efforts saoudiens pour parvenir à une solution politique juste et globale de la crise yéménite.

État du Yémen

Le ministre yéménite des médias, Muammar Al-Eryani, a déclaré que le soutien de onze membres du Conseil de sécurité, dont les membres permanents, confirme le rejet de la communauté internationale des pratiques du groupe terroriste Houthi, et le consensus international sur la nécessité de soutenir une solution politique basée sur les trois références: initiative du Golfe, résultats de la Conférence de dialogue et résolutions du Conseil de sécurité.

République Arabe d'Egypte

Le ministère égyptien des Affaires étrangères a manifesté son désir que la décision contribue à mettre fin à l'agression Houthi, à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire aux civils et à soutenir une solution politique à cette crise prolongée.

Royaume-Uni

La porte-parole du gouvernement britannique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Rosie Diaz, a déclaré : « Le gouvernement britannique se félicite de la résolution du Conseil de sécurité, qualifiant pour la première fois les Houthis de terroristes, et imposant à l'ensemble du groupe un embargo sur les armes.

OCI

Dans ce contexte, l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) a exprimé l'espoir que la décision conduira à réduire les crimes Houthis, à dissuader leurs partisans, à neutraliser leur menace et à cesser de leur fournir des armes sophistiquées et des fonds leur permettant de cibler les Yéménites et de menacer la navigation internationale et les pays voisins.

CCG

Le secrétaire général du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), Nayef Al-Hajraf, a déclaré : "La résolution confirme l'importance que la communauté internationale attache à la crise yéménite". Al-Hajraf a appelé le groupe Houthi à accepter le cessez-le-feu immédiat et s'engager dans des consultations politiques visant à assurer la sécurité et la stabilité au Yémen".

Ligue Arabe

Le SG de la Ligue des États arabes, Ahmed Aboul Gheit, a indiqué que la décision s'inscrit dans le cadre des efforts internationaux contre le terrorisme et contribue à réduire les capacités militaires des Houthis, arrêter l'escalade militaire au Yémen, et entraver le ciblage par le groupe de la sécurité de la région et des installations économiques et civiles, en Arabie Saoudite et aux Émirats.

LES EXPÉRIENCES DES PERSONNES IMPLIQUÉES DANS LA VIOLENCE POLITIQUE

EFFET DES RÉMINISCENCES PASSÉES SUR LA PRÉSERVATION DE L'IDENTITÉ PRÉSENTE



Cette étude «Narration de la Violence Politique», rédigée par Dr. Raquel da Silva, spécialiste de la violence politique à l'Université de Birmingham, analyse la vie d'anciens rebelles clandestins au Portugal et révèle l'impact des ressources narratives sur la création de la conscience politique personnelle et de l'activisme politique, les manières dont les expériences sont reconstruites et l'effet des souvenirs du passé sur la préservation de l'identité du présent.

À propos

Il s'agit de la première étude de cas complète de violence politique au Portugal, basée sur le point de vue d'anciens combattants de divers courants politiques, convaincus qu'ils ne pouvaient pas être de simples spectateurs des événements de leur époque et que la seule façon possible de faire la différence était d'utiliser la violence.

L'origine de cette étude est la thèse de doctorat de l'auteure qui a mené des entretiens approfondis avec d'anciens combattants secrets, et recueilli 28 récits de vie, qui contiennent une description très riche des expériences d'acteurs sociaux qui se sont tournés vers la violence politique.

Les individus réagissent aux conditions de leur environnement d'une manière qui correspond à leur récit de vie, c'est-à-dire aux perceptions qu'ils ont d'eux-mêmes, des autres et de leur environnement politique, social, culturel, économique et historique.

Au centre de ce livre se trouvent des histoires personnelles d'implication dans la violence à motivation politique qui mettent en évidence les contextes sociaux, culturels, politiques, historiques et humains qui encadrent la vie, enrichissent l'étude de la violence politique. Ces histoires ne constituent pas de simples représentations de la réalité, mais permettent aux individus de donner un sens à eux-mêmes et au monde et de former leurs identités personnelles.

Histoires et biographie

Une histoire de vie cohérente devient possible à partir de l'adolescence. À ce stade de la vie, les individus sont capables de construire une biographie chronologique qui fournit des explications sur les différents événements de la vie et les contextes sociaux, ainsi que sur les aspects culturels et historiques qui les entourent et affectent leur vie.

Grâce à la narration, les individus produisent des significations pour les épisodes stockés dans leur propre mémoire, sur la base d'une mémoire sélective. Pour adapter le passé aux exigences du présent et de l'avenir attendu, la boucle qui détermine l'identité peut être racontée de manière complètement différente selon les circonstances, ce qui conduit à la création de nombreuses histoires de vie narratives et à la construction d'identités diverses.

Les récits personnels sont également étroitement liés à l'histoire, établissant des mémoires collectives et reliant l'histoire culturelle à l'autobiographie. La narration devient un projet politique, un processus créatif pour associer le macro au micro, et un milieu humain actif, pour construire notre compréhension du monde, s'y connecter et le changer.

Histoires et violence politique

La narration est enracinée dans le lieu et le temps où elle se trouve, et dans les relations sociales dans lesquelles elle est créée, racontée et répétée, et elle influence les processus cognitifs et émotionnels qui peuvent conduire à la violence et que la violence renforce avec de nouveaux récits et histoires. Par conséquent, le recours à la violence politique n'est pas automatique, mais répond à une multitude d'actions et de réactions réciproques. Les aspects qui poussent les individus à la violence politique comprennent un élément (relationnel) et une composante culturelle qui montrent la nature symbolique du phénomène de violence politique et ses racines, se manifestant dans des images, des histoires, des expériences et des conditions particulières. Les histoires sont partagées collectivement et les individus grandissent avec eux, les utilisant pour justifier leurs actions.

Par conséquent, l'analyse de la violence politique doit aller au-delà des facteurs physiques et structurels habituels et prêter attention aux pensées et aux sentiments des militants politiques. Ici, émerge l'impact profond des histoires et des récits sur les injustices passées et présentes et la lutte pour l'avenir, ces histoires ayant écho auprès des autres et les aidant à changer les conditions matérielles et intellectuelles de leur vie au quotidien.

Les entretiens source de connaissances

Les entretiens impliquent une interaction personnelle étroite et assument une fonction importante dans la production de connaissances solides, ce qui rend le cadre éthique très nécessaire pendant le processus de recherche, en particulier lors des entretiens qui incluent des sujets sensibles.

Toutes les personnes interrogées dans cette étude ont reçu des transcriptions de leurs entretiens (verbatim) pour les vérifier, corriger les erreurs éventuelles, s'assurer qu'ils expriment avec exactitude leur opinion et écarter tout ce qui les mettrait mal à l'aise s'ils devaient être rendus publics. On leur a tous dit que leurs données seraient utilisées pour étudier le sujet de l'analyse, pas pour révéler des aspects de leur vie personnelle, et que leurs histoires seraient traitées comme des modèles potentiels de réalité sociale, afin qu'ils ne se sentent pas trahis, outre que les citations finales ont été soigneusement sélectionnées, afin de protéger leur identité.

Certains de ceux qui ont été soumis à cette étude ont grandi dans des zones démunies et leur pauvreté abjecte et le sentiment d'injustice ont renforcé l'opposition politique dans ces régions, et attiré l'attention du parti communiste portugais clandestin, qui y était très présent, et s'est présenté comme la seule force qui apportait un peu d'espoir à ceux qui n'avaient rien à perdre. Les épreuves quotidiennes ont fait prendre conscience aux gens de la nécessité de lutter contre le système et pour la justice.

Par conséquent, ces personnes étaient plus enclines à rejoindre les rangs du Parti communiste (Congrès du peuple), qui était le seul parti d'opposition actif dans le pays à l'époque (2^e République au Portugal entre 1933 et 1968), bien qu'il ait été interdit par le régime et forcé de rester sous terre.

La réalité sociale est une réalité narrative

La recherche narrative s'intéresse à la nature théâtrale du comportement humain et voit que la réalité sociale est à l'origine d'une réalité narrative. La façon dont les individus se présentent à travers les histoires qu'ils racontent comprend leur passé, leur présent et leur futur imaginaire, ainsi que le public auquel ils s'adressent et les histoires qu'ils ont créées au fil des ans. Les récits personnels ne parlent pas seulement de l'individu mais ouvrent une petite fenêtre sur les moteurs de l'histoire et du changement historique.

La lecture de textes narratifs dépend principalement de deux interprétations : la première lit ces textes comme une représentation d'expériences vivantes, et cherche à explorer leurs significations et à les représenter à un niveau différent de discours, de dialogue ou d'abstraction. L'autre lit ces textes comme étant ésotériques et se proposent de découvrir leurs sens et mystères cachés.

Histoires et conscience politique

Le concept de «vies interconnectées» fait référence à l'interaction entre les mondes sociaux d'un individu tout au long de sa vie et les forces sociales dans la vie des individus responsables de leurs cycles de vie. Selon ce concept, les ressources narratives contribuent au développement de la conscience politique personnelle des individus et à leurs choix ultérieurs, tels que de soutenir la création d'une organisation armée pour combattre un système politique considéré comme injuste, comme en témoigne l'étude basée sur des entretiens avec d'anciens insurgés dont les récits sont étroitement liés à l'époque où ils ont vécu, leurs culture sociale et expériences et les histoires de leurs familles.

De plus, les histoires des gens sont ancrées dans les ressources narratives de leurs contextes historiques. Certains des sujets examinés dans cette étude sont nés dans les dernières années du régime de l'Estado Novo (Nouvel État ou Deuxième République), qui a connu des bouleversements qui ont fait place à une phase d'enthousiasme et de politisation, formé leur conscience politique et confirmé que l'impact du changement social sur l'individu est en partie déterminé par les facteurs liés à l'étape de sa vie à un moment de changement, une étape de la vie dont il était certains cas enthousiaste pour adopter des idéaux sociaux et politiques et construire une identité narrative en tant que produit de la révolution et de l'activisme politique.

L'inclusion du contexte dans la construction d'une histoire de vie est une caractéristique clé de l'adolescence, permettant au récit personnel de devenir cohérent avec l'histoire familiale, le statut socio-économique et culturel et la situation historique.

À l'adolescence, les gens refont leur histoire d'une manière similaire à celle selon laquelle la nation réécrit son histoire à une époque ultérieure, afin de créer des mythes successifs sur le passé glorieux, pertinents à cette étape de l'histoire.

Dans le contexte de la relation entre l'activisme politique et les périodes de bouleversements sociaux, le point de départ pour les individus demeure toujours les récits politiques dont ils ont hérité, ce qui est confirmé par cette étude révélant comment, à différents moments et sous différents régimes politiques, les personnes interrogées développent leurs consciences politiques et encadrent leurs activités ultérieures.



LE BANGLADESH COMBAT LE TERRORISME AVEC DES EFFORTS DURS ET SOFT



L'histoire de l'extrémisme violent au Bangladesh remonte au retour des anciens combattants d'Afghanistan qui, après avoir combattu les Soviétiques, se sont livrés à des attaques coordonnées et complexes à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La polarisation politique a eu un impact sur la résurgence de l'extrémisme violent et l'émergence de groupes armés à travers le pays.

Au cours des deux dernières décennies, le Bangladesh a connu deux vagues d'extrémisme. La première vague a eu lieu entre 1999 et 2005, dirigée par les Bengalis qui ont combattu aux côtés des moudjahidines afghans dans les années 80. Cette vague comprenait des centaines de jeunes qui ont séjourné dans des pays comme l'Afghanistan et l'Irak, et après leur retour, ils ont promu l'extrémisme et rejoint les groupes extrémistes locaux. La deuxième vague d'extrémisme a émergé en 2010.

Sources de la menace terroriste

Les groupes terroristes locaux et transnationaux demeurent une menace réelle pour le Bangladesh. Ces groupes ont une histoire de ciblage des entités gouvernementales et politiques et des intérêts occidentaux, tels les étrangers et les missions étrangères, en plus des écrivains, des blogueurs et des minorités. Les groupes les plus importants sont :

► Groupe des Moudjahidines du Bangladesh (JMB) :

Créé avec son aile armée en 1998, il était actif au début de la première décennie du XXI^e siècle. Il a recruté, formé, collecté des fonds et mobilisé des recrues dans les provinces du Nord et du Sud.

► Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQIS) :

Al-Qaïda dans le sous-continent indien a été créé après deux ans d'efforts pour unir les factions extrémistes violentes. En septembre 2014, le chef d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zawahiri, a annoncé que cette organisation naissante était officiellement affiliée à la Centrale d'Al-Qaïda.

► Daech (EI)

En août 2014, un groupe de citoyens bangladais non identifiés a

prêté allégeance à Daech (EI) dans un clip vidéo, suite à l'investiture en Irak et en Syrie d'Abu Bakr al-Baghdadi (Pseudo-Calife). L'EI a officiellement annoncé sa présence au Bangladesh, dans le numéro de novembre 2015 de son magazine électronique anglophone Dabiq.

Le Bangladesh et la lutte contre le terrorisme

Les efforts de lutte contre le terrorisme (LCT) au Bangladesh suivent deux voies parallèles, dures et soft, comme suit :

1) Efforts durs

Depuis l'attaque de Dhaka en 2016, les forces de l'ordre bangladaises ont fait des descentes dans de nombreux repaires d'extrémistes, dans et autour de la capitale, ainsi que dans le nord du pays, tuant de nombreux suspects impliqués dans des réseaux terroristes.

Bataillon d'intervention rapide (RAB)

Le gouvernement du Bangladesh a adopté l'approche de LCT dans le cadre de la loi, en s'appuyant sur la force d'élite, qui est la Brigade d'intervention rapide, créée en 2004 et qui se compose d'éléments des forces armées et de la police.

Unité de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale (CTTC)

Le Bangladesh est l'un des dix pays ayant le moins de forces de police au monde. Il ne compte que 96 policiers pour 100 000 citoyens. À la suite de l'attaque de 2016, la CTTC créée en 2014, de la police métropolitaine de Dhaka, a été habilitée à mener la lutte contre le terrorisme, au lieu de la brigade d'intervention rapide, un changement qui vise, selon les responsables, à développer une expertise spécialisée dans la lutte contre le terrorisme. Les responsables sécuritaires ont souligné le besoin pour une unité de police professionnelle.

Les agences indiennes et le FBI ont fourni à l'unité du matériel médico-légal et une formation aux cyber-enquêtes et à la surveillance. Le cabinet a publié un décret donnant à l'unité son indépendance envers l'établissement de police et lui permettant d'opérer

dans tout le pays sans l'autorisation des autorités locales. L'unité était autorisée à rendre compte directement au bureau du Premier ministre et à opérer de manière indépendante en dehors de la structure officielle de la police bangladaise.

2) Efforts soft

Les efforts soft se manifestent à deux niveaux :

Législation et pouvoir judiciaire

Pour faire face au terrorisme, le système de justice pénale du Bangladesh s'appuie sur la loi antiterroriste de 2009, modifiée en 2012 et 2013, et offre de nombreux moyens par lesquels la résolution 2396 du Conseil de sécurité, concernant le traitement des combattants terroristes étrangers, peut être mise en œuvre. Comme il n'existe pas de lois spécifiques aux combattants terroristes étrangers, le Bangladesh a arrêté des combattants terroristes étrangers présumés ou leurs associés en vertu de cette loi.

En novembre 2019, le tribunal spécial antiterroriste de Dhaka a condamné à mort sept personnes pour leur participation au soutien de l'attaque «Holy Artisan» de 2016, au cours de laquelle des assaillants inféodés à l'EI ont tué 20 personnes, dont un Américain.

Application de la loi et sécurité des frontières

Les forces de l'ordre au Bangladesh souffrent d'un manque de ressources, en équipement et formation, ce qui entrave leur capacité technologique et de renseignement à contrôler l'afflux d'immigration et les postes douaniers. Le Bangladesh a coopéré avec les États-Unis pour renforcer les contrôles à ses frontières et aux points d'entrée terrestres, maritimes et aériens, permettant à des équipes spéciales de détecter les explosifs et de patrouiller à l'aéroport international de Dhaka. Le Bangladesh partage également des informations sur l'application des lois avec la police internationale (Interpol).

Le Bangladesh a continué de recevoir de l'assistance LCT du Département d'État des États-Unis et de la formation antiterroriste pour les agents chargés de l'application des lois. Le ministère de la Justice a également reçu une formation sur les compétences en matière de poursuites et de soutien communautaire aux forces de police dans les zones ciblées. Le Commandement des opérations spéciales des États-Unis (SOC PAC) a poursuivi la formation des forces bengali, notamment : la Garde côtière, les Forces spéciales, la Marine, l'unité de sauvetage, le premier bataillon (commando) et les forces frontalières.

Lutte contre le financement du terrorisme (LCFT)

L'un des défis auxquels le Bangladesh est confronté est la longueur de ses frontières poreuses avec l'Inde et le Myanmar, qui est un défi pour faire face au flux de fonds illicites, dont certains pourraient finir par financer des opérations terroristes. Les terroristes utilisent le système Hawala (indien), méthode informelle de transfert d'argent à la fois local et international. La moitié des ressortissants bangladais travaillant à l'étranger en dépendent pour transférer leur argent à des fins légitimes, mais les terroristes peuvent l'utiliser pour réaliser des bénéfices et transférer des fonds. La Banque centrale du Bangladesh a réussi à examiner et à surveiller ces envois de fonds et a pris des mesures pour accroître l'attrait du recours aux canaux bancaires réguliers pour les envois de fonds.

Le gouvernement a pris des mesures pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En juillet 2013, le Bangladesh a rejoint le Groupe Asie-Pacifique de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et le Groupe



Financial Action Task Force

Egmont. La loi antiterroriste de 2009 a accordé à la Banque du Bangladesh le pouvoir de geler des comptes et de prendre d'autres mesures pour freiner les activités criminelles. La loi anti-blanchiment de 2012 et 2013 a allongé la liste des délits de blanchiment de capitaux, et des sanctions pénales et renforcé les efforts de coopération internationale.

Les efforts du Bangladesh dans ce domaine ont reçu l'aval international. En février 2014, le (GAFI) a retiré le Bangladesh de sa liste grise, et une évaluation du Groupe Asie-Pacifique en octobre 2016 a noté une amélioration significative du respect des normes internationales de LCBC /LCFT. Le Bangladesh s'est classé deuxième en Asie du Sud dans (Indice de Bâle) pour la lutte contre le blanchiment d'argent en 2017.

Lutte contre l'extrémisme violent

Le gouvernement du Bangladesh poursuit ses efforts pour lutter contre l'extrémisme violent, par le biais de l'Organisation de soutien communautaire (CSM), qui opère dans le cadre du Fonds Mondial pour l'Engagement Communautaire et la Résilience (GCERF), chargé de soutenir les efforts locaux de lutte contre l'extrémisme violent.

Le ministère des Affaires religieuses et le Comité National de Lutte, de Résistance et de Prévention travaillent avec les imams et les érudits religieux pour sensibiliser le public au terrorisme. La police engage les chefs religieux pour aider à contrer la propagande extrémiste qui prétend se baser sur la religion. Les forces de l'ordre travaillent avec les universités locales pour réduire la radicalisation parmi les étudiants universitaires, et avec les instituts de recherche locaux, les groupes de réflexion privés et les universités publiques et privées dans les recherches contre l'extrémisme violent.

Coopération internationale

Au niveau régional, les efforts de LCT sont souvent liés à l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR). Les sensibilités de souveraineté et de non-ingérence ont limité la capacité de l'association à mettre en œuvre bon nombre de ses déclarations, traités et règles liés aux méthodes de coopération.

Cependant, cela n'a pas empêché le gouvernement du Bangladesh de formuler une politique de "tolérance zéro" envers le terrorisme et l'utilisation de son territoire comme refuge pour les terroristes.

En décembre 2019, le gouvernement du Bangladesh a accueilli, en coordination avec l'ambassade des États-Unis, les Nations Unies et d'autres partenaires, la première conférence nationale sur la lutte contre l'extrémisme violent en vue d'élaborer un plan stratégique national de lutte contre l'extrémisme violent.

RANÇONGIELS

UNE VAGUE DE NOUVEAU TERRORISME

Un nouveau type de terrorisme se répand de nos jours et cause de grands dommages aux individus et aux institutions, sans pour autant mériter autant d'attention que les autres types de terrorisme. Il s'agit des rançongiciels (Ransomwares), ces cyberattaques conçues pour faire chanter les internautes et les contraindre à payer. Les criminels s'en servaient au début pour extorquer de l'argent à des particuliers, mais aujourd'hui, ils en usent pour faire chanter des entreprises.

Ces dernières années, les dommages causés aux institutions par les attaques de rançongiciels ont augmenté, et nombre de ces entités se sont retrouvées incapables de fonctionner ou d'accéder à leurs informations critiques. Des institutions de tous les secteurs ont été victimes de ce type de chantage, et au lieu d'attendre une solution technique utile, certaines ont payé la rançon exigée par les groupes criminels pour rétablir leurs services.

Ampleur du problème et ses effets

En juin 2013, la société de logiciels antivirus McAfee a publié des données montrant qu'elle avait détecté plus d'un quart de million d'attaques de rançongiciels au cours du premier trimestre de cette année-là, soit plus du double du nombre détecté au cours du premier trimestre de l'année précédente. En 2018 et au cours des six premiers mois, 181,5 millions d'attaques de rançongiciels ont été détectées, soit 229 % de plus que les six premiers mois de 2017.

Le secteur de l'industrie représentait 20 % des attaques, suivi du commerce de détail, du transport, de la santé, de la finance et du droit, ainsi que de l'éducation et de la gouvernance. Le rapport, "Statut des rançongiciels 2020", publié par la société de cybersécurité Sophos, a révélé que 51% des institutions ont été exposées à des attaques de rançongiciels en 2019, et que le coût moyen du traitement d'une seule attaque et de ses effets s'élevait à environ 761 000 dollars dans le monde. Les paiements de rançongiciels se sont élevés à plus de 400 millions de dollars en 2020 et ont dépassé 81 millions de dollars au premier trimestre 2021.

Les pertes résultant des rançongiciels se multiplient selon la

séquence géométrique (1-2-4-8-16... etc.), et un rapport des Entreprises de cybersécurité en 2017 estime que les dommages causés par les rançongiciels ont coûté au monde 5 milliards de dollars en 2017, contre 325 millions de dollars en 2016. Quant aux dernières estimations, le coût des dommages de ces programmes s'élevait à 20 milliards de dollars en 2021, soit plus de 50 fois ce qu'il était en 2015.

Le coût des rançongiciels comprend la corruption ou la perte de données, les temps d'arrêt, la mauvaise production, la perturbation du cours normal des activités après une attaque, l'enquête médico-légale, la récupération des données et des systèmes des victimes, les atteintes à la réputation, la formation des employés pour répondre directement aux attaques, ainsi que le paiement de rançons.

La société de cybersécurité Kaspersky Lab a révélé que toutes les 40 secondes en 2017, une entreprise était victime d'une attaque de rançongiciels, contre toutes les deux minutes au début de 2016. Le rapport des Entreprises de cybersécurité a confirmé que ces attaques se produisaient toutes les 14 secondes contre les entreprises fin de 2019, puis toutes les 11 secondes en 2021, sans compter les attaques contre les individus. Le Centre de plainte contre la criminalité sur Internet (IC3) du FBI a estimé les pertes dues aux rançongiciels aux États-Unis d'Amérique à 29,1 millions de dollars en 2020.

Ces pertes se limitent aux paiements de rançons et n'incluent pas les autres coûts liés aux cyberattaques. Il est certain que le nombre réel de paiements est plusieurs fois supérieur à celui mentionné, car le rapport sur la criminalité sur Internet ne compte que les crimes signalés.

Malgré le succès obtenu par les institutions chargées de l'application de la loi dans l'élimination de nombreux gangs de rançongiciels, ces programmes se sont avérés similaires à la bête mythique (Hydra), chaque fois qu'une tête est coupée, de nouvelles têtes apparaissent à sa place. Le rapport sur les Projets de Cy-



bersécurité prévoit que les rançongiciels coûteraient cher à leurs victimes pour environ 265 milliards de dollars par an d'ici 2031.

Le nombre d'entreprises ayant déclaré avoir été attaquées par des rançongiciels a atteint 61 % de toutes les entreprises. Ces entités ont cessé toute activité pendant six jours. L'impact financier d'une seule attaque est passé de 761.000 dollars en 2019 à 1,85 million de dollars en 2021.

Selon une enquête de VentureBeat, les attaques de rançongiciels ont augmenté de 250 % au cours du seul premier semestre 2021, ce qui a conduit près des deux tiers des décideurs en matière de sécurité à déclarer que la lutte contre les rançongiciels devra être menée au même niveau que la lutte contre le terrorisme. À noter qu'une entreprise sur 10 ayant subi ces attaques en 2020 a payé la rançon.

Prototypes réels lamentables

Au début de 2012, un vaste programme de rançongiciels appelé (Reveton) s'est propagé dans plusieurs pays européens. Le logiciel qui utilise les logos de la police de cybercriminalité, affirme à la victime que son ordinateur a été utilisé pour des activités illégales et qu'il doit payer une amende à l'aide d'un bon prépayé. En août 2012, une nouvelle version du programme a commencé à circuler aux États-Unis, prétendant réclamer une amende de 200 \$ au FBI.

En mai 2017, le monde a été confronté à la plus grande vague de piratage par le rançongiciel WannaCrypt qui a envahi plus de 150 pays, faisant 200 000 victimes. La Russie a été l'un des pays les plus touchés, tandis que l'Angleterre a été contrainte d'annuler des chirurgies après que ses hôpitaux ont été attaqués. 70% des appareils des télécommunications espagnoles ont été également infectés. Le Centre national de sécurité électronique du ministère saoudien de l'Intérieur a annoncé que le virus a infecté près de 2000 appareils au Royaume.

Le 31 décembre 2019, un gang utilisant le rançongiciel REvil-Sodinokibi a attaqué la société de change britannique (Travelex) basée à Londres, paralysé son réseau, volé cinq gigaoctets de ses documents et exigé qu'elle paie une rançon pour restaurer ses systèmes et empêcher la divulgation des données volées en ligne. L'entreprise a versé au gang 2,3 millions de dollars en bitcoins pour restaurer ses systèmes. L'attaque a coûté à l'entreprise plus de 33 millions de dollars, et en août 2020, elle a déclaré faillite, attribuant la banqueroute aux attaques de rançongiciels et à l'impact de la pandémie de COVID-19.

En mars 2020, la société californienne d'électronique Communications & Power Industries (CPI) qui fabrique du matériel et des équipements militaires au département américain de la Défense a été attaquée par un rançongiciel et a dû verser 500 000 \$ aux agresseurs pour récupérer ses données. Le mois suivant, le géant portugais de l'énergie Energias de Portugal (EDP) a été victime d'une attaque au rançongiciel Ragnar Locker, et les attaquants ont exigé une rançon de 10 millions de dollars.

En juin 2020, les bureaux du célèbre constructeur automobile (Honda) aux États-Unis, en Europe et au Japon ont été attaqués par le rançongiciel (Snake ou Ekans), et Honda a interrompu la production sur plusieurs de ses sites. Le mois suivant, la société de technologie sportive et de fitness Garmin a été victime d'une attaque au rançongiciel et a dû interrompre ses activités du 23 au 27 juillet, et bien que la société ait pu restaurer ses services, son

cours de bourse a chuté de 10 %. Le même mois, l'opérateur de télécommunications français, quatrième opérateur de téléphonie mobile en Europe (ORANGE), a été victime du rançongiciel (Nefilim), et les attaquants ont ajouté l'entreprise au dark web qui a mis les données subtilisées de l'entreprise dans un fichier zip de 339 gigaoctets.

Au mois d'août suivant, il a été révélé que l'Université de l'Utah avait payé une rançon de 457.000 \$ à des cybercriminels pour les empêcher de publier des fichiers secrets qu'ils avaient dérobés. En mai 2021, Colonial Pipeline, le plus grand opérateur de gazoducs de carburant aux États-Unis, a complètement fermé son réseau après une attaque de rançongiciels. La société, qui transporte 2,5 millions de barils par jour d'essence et d'autres carburants à travers 8850 kilomètres de pipelines, a versé une rançon de 5 millions de dollars aux assaillants, selon son directeur général de la commission sénatoriale à la sécurité intérieure et aux affaires gouvernementales.

Cycle infernal

Le paiement de la rançon est souvent le dernier recours pour les victimes de rançongiciels, mais cette issue alimente le cycle criminel. L'un des problèmes les plus épineux dans le cadre d'une attaque de rançongiciels est que toute rançon payée finance directement la cybercriminalité. Chaque paiement de rançon fournit des incitations supplémentaires non seulement aux opérateurs actuels de rançongiciels, mais également aux nouveaux arrivants, de sorte que les rançongiciels ciblant les organisations sont devenues une entreprise florissante qui génère plus de 100 millions de dollars par an pour des groupes criminels notoires.

Dans certains cas, payer la rançon peut être la seule option viable pour la survie de l'entreprise. La fréquence des paiements rend l'idée de payer la rançon plus acceptable. De nombreuses entreprises trouvent que la rançon coûte beaucoup moins cher que les dommages potentiels. Le nombre de sociétés intermédiaires qui aident les victimes à négocier la rançon, le paiement et le recouvrement technique a augmenté, mais cela entraîne souvent une augmentation du montant de la rançon.

Face aux rançongiciels, certaines entreprises achètent des polices d'assurance électronique couvrant les rançongiciels, mais les études révèlent que cette décision conduit à ignorer les comportements sûrs, et que les organisations qui pensent que leur police d'assurance résoudra tout accident ou compensera leurs pertes, sont moins portées à investir dans la prévention des risques.

Les maîtres chanteurs numériques apprennent de leurs succès et échecs et développent constamment leurs méthodes. Chaque gros titre faisant état d'une attaque réussie aux rançongiciels suivie de paiement par la victime, alimente le marché des rançons et le propulse vers une nouvelle phase. Avant, le piratage ne comportait pas de vol de données, mais la nouvelle approche comporte une double extorsion (cryptage et vol de données), encouragée par les succès et l'augmentation des sommes payées.

La pandémie du coronavirus, qui a vu l'essor du travail à distance, a accru l'accès aux organisations ciblées par les pirates numériques. Tous ces faits ont fait des rançongiciels un marché intégré, incluant les gangs de pirates, les entreprises qui fournissent des services aux victimes et les institutions qui versent de l'argent pour remédier aux effets de cette activité criminelle.

LA CONFRONTATION NUMÉRIQUE DU PHÉNOMÈNE TERRORISTE

■ Montaser Hamada

Le **front** numérique est l'un des fronts les plus importants pour faire face au phénomène terroriste, en raison de l'escalade du discours extrémiste dans le monde numérique via Internet et les réseaux sociaux. Il faudrait être conscient des risques du projet terroriste visant à exploiter les fruits de la révolution numérique au service de ses objectifs, pour ensuite pouvoir l'affronter en théorie et en pratique.

Principes et déterminants

Le phénomène terroriste est un phénomène complexe qui ne devra pas être confronté de façon unilatérale, sur les plans intellectuel, sécuritaire ou économique. Au contraire, un plan complexe comportant de multiples mesures et domaines doit être adopté. Cette approche a été appliquée par certains pays de la région arabe au cours de la dernière décennie, notamment par l'Arabie saoudite et le Royaume du Maroc. Les chercheurs en sont venus à qualifier l'expérience marocaine de traitement global du phénomène terroriste, après que l'affrontement a été presque exclusivement au niveau sécuritaire, surtout après les attentats de Casablanca en 2003.

La révolution numérique n'est pas un luxe intellectuel, quoiqu'elle le fût dans le monde arabo-islamique il y a près de deux décennies, ne servant à autre chose qu'à garnir les œuvres cinématographiques de science-fiction, alors que le monde occidental travaillait depuis longtemps sur le développement numérique et l'intelligence artificielle. La confrontation numérique doit être invoquée lorsque l'on active les outils de lutte ouverte contre les projets terroristes locaux ou régionaux, au moment où la région est toujours menacée par davantage de chaos de la part des terroristes qui exploitent les espaces numériques au service de leurs projets.

Terrorisme numérique

Le phénomène terroriste n'échappe pas à la sphère numérique. Au contraire, les terroristes ont travaillé dur pour user de la

révolution numérique au service de leur projet au niveau local, régional et international, comme en témoigne le grand nombre de plateformes numériques des groupes terroristes, toutes tendances et doctrines confondues, au premier rang desquelles les mouvements terroristes. Ces mouvements ciblent les jeunes des communautés musulmanes en Occident, en particulier dans les pays européens, afin de les mettre au service d'objectifs terroristes, ainsi que les jeunes européens non musulmans, disposés à se convertir à l'islam, profitant de leurs crises psychologiques et sociales pour les forcer à les rejoindre.

Il est devenu impératif pour les décideurs de la région arabe en particulier et du monde islamique en général, de prêter attention à la question religieuse numérique dans le cadre de la confrontation du terrorisme, en promouvant le discours religieux des institutions religieuses, responsables du trio prédication, sensibilisation et orientation, tant dans les institutions religieuses, les prêches du vendredi, ou sur les traditionnels supports papiers ou numériques.

En évaluant la performance du discours numérique de nombreuses institutions religieuses dans la région arabe, les failles de performance apparaissent. Ainsi, une décennie depuis le lancement du projet de réorganisation du champ religieux et de promotion du discours religieux des institutions religieuses, les résultats demeurent modestes en quantité et qualité.

Produits numériques

Les chercheurs intéressés par l'évaluation des produits numériques religieux devraient comparer le discours religieux des groupes terroristes sur les plateformes numériques ou le langage des encyclopédies, publications et documents, au discours religieux de la plupart des institutions religieuses de la région arabe. Ensuite, ils auront à étudier et analyser les différences d'impact des deux discours sur la catégorie des enfants, adolescents et jeunes. Les messages du discours terroriste ne ciblent pas les personnes âgées et les vieux qui ont franchi le stade d'adolescence



■ Écrivain et chercheur marocain.

intellectuelle, mais plutôt les adolescents et les jeunes adultes à la recherche de réponses satisfaisantes à leurs questions pressantes. S'ils ne les trouvent pas dans le discours des institutions religieuses modérées officielles ou non, ils iront les chercher dans le discours religieux extrémiste et violent.

La fameuse règle physique stipule que la nature rejette le vide, or la jeunesse d'aujourd'hui dans la région arabe est tourmentée par les questions de religion, d'identité, de genre et de pluralisme. À défaut de réponses pertinentes disponibles dans l'environnement familial ou sociétal, les plateformes numériques fournissent les alternatives les plus simples grâce aux téléphones intelligents, sans avoir besoin d'ordinateurs, ni de cours pédagogiques ou de sermons éducatifs et religieux. Pourtant, si le discours des institutions religieuses chargées de l'orientation, de la prédication et de l'orientation était quantitativement et qualitativement présent sur les plateformes numériques, les réponses de ces institutions auraient été au premier plan des réponses que les jeunes de la région obtiennent. Or, il s'agit là d'un dilemme exploité par les terroristes depuis plus de deux décennies et dont les répercussions sont incalculables.

L'autre dilemme est la prise de conscience du personnel des institutions religieuses de l'importance de la bataille numérique, vu l'importance cruciale de faire face au discours terroriste sur l'arène numérique, dans cette guerre ouverte sur tous ses fronts, qui ne se limite pas à cibler les jeunes et les adolescents, mais menace les institutions de l'État, voire l'État tout entier, or à défaut de cette conscience auprès de ces institutions, il ne sera pas fiable d'atteindre les objectifs escomptés et de protéger la société du discours terroriste qui affecte un grand nombre de jeunes.

Recommandations et suggestions

Afin de formuler une vision correcte et développer des plans pratiques pour les superviseurs des institutions religieuses, en particulier les décideurs religieux de la région, nous suggérons ce qui suit :

- Repenser le contenu du discours religieux numérique soucieux de faire face au discours terroriste. élargir le champ des

conseils techniques et religieux, et tirer profit des expériences des pays face aux phénomènes de terrorisme, d'extrémisme et de violence pratiqués au nom des religions ou de références temporelles.

- Utiliser les œuvres intellectuelles qui réfutent le discours terroriste, et en tirer profit à travers des campagnes numériques.
- Tenir compte des caractéristiques psychologiques du destinataire lors de la présentation du matériel religieux dans le monde numérique, en particulier la catégorie des jeunes et des adolescents, et veiller aux aspects esthétiques et techniques accompagnant le contenu religieux.
- Faire face aux projets terroristes en recourant sur le front numérique aux symboles des révisions idéologiques et religieuses qui ont eu lieu avec plusieurs groupes et personnalités de la région, car ils sont les plus à même de détenir les clés théoriques contribuant à saper le discours terroriste.
- Soutenir les plateformes numériques non affiliées aux institutions religieuses officielles, et les préparer à affronter idéologiquement le discours terroriste en le critiquant et en réfutant ses thèses, et en enracinant les visions religieuses et intellectuelles correctes qui préservent l'État et la religion contre les projets d'extrémisme.
- Lancer des campagnes numériques ouvertes pour affronter le discours numérique terroriste, sans se limiter à des campagnes passagères ou saisonnières, comme il est d'usage face à de nombreux événements locaux et régionaux liés à la confrontation du phénomène terroriste.

En conclusion, nous pensons que la mise en œuvre de ces recommandations aura des impacts préliminaires certains face aux projets terroristes numériques, quoique les aspirations au niveau de la planification et la mise en œuvre soient plus grandes. Aussi, les responsables des fronts idéologique, sécuritaire et économique, doivent-ils assumer leurs responsabilités en soutenant l'action collective sur le front numérique à risques.



La délégation de la Coalition visite le Centre Mondial Contre l'idéologie extrémiste



Une délégation de la CIMCT, dirigée par le SG désigné de la Coalition, le major-général Mohamed bin Saeed Al-Moghidi, et les délégués des États membres a visité le siège du Centre Mondial Contre l'idéologie extrémiste (Etidal), le jeudi 10/2/2022, où elle été reçue par SE le SG du Centre Dr. Mansour Al-Shamari. La délégation de la Coalition a écouté un résumé sur la mission du centre et ses domaines d'action dans la lutte contre l'idéologie extrémiste et la diffusion de la culture de modération. La délégation a également été informée des politiques et plans d'action d'Etidal, de ses méthodes de détection et d'analyse, et des techniques et modèles utilisés pour démanteler les discours extrémistes. Le major-général Al-Moghidi a salué l'action du Centre et souligné que la CIMCT et Etidal partagent les mêmes objectifs contre le terrorisme sous toutes ses formes, de démantèlement des racines de la violence et de l'extrémisme et de diffusion de la culture de modération.

La Coalition reçoit les délégués de la République Populaire du Bangladesh



Les délégués de la République Populaire du Bangladesh ont rejoint les délégués des États membres de la CIMCT au siège de la Coalition à Riyad le 15/2/2022, portant à 27 le nombre d'États membres ayant envoyé des délégués.

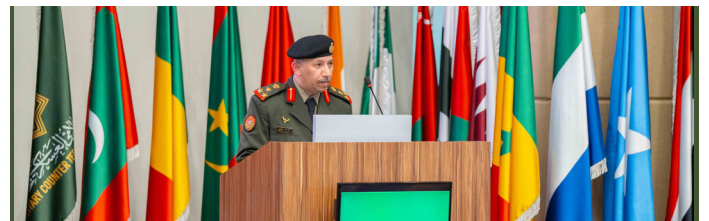
Le major-général pilote Mohammed Al-Moghidi, SG mandaté de la CIMCT, a souhaité aux nouveaux délégués la bienvenue et plein succès dans leur mission, soulignant la grande contribution des délégués des États membres, au profit de la Coalition et de ses initiatives contre le terrorisme.

La délégation du Collège de commandement et d'état-major des forces armées visite la Coalition

Le dimanche 13/2/2022, la CIMCT a reçu à son siège à Riyad une délégation d'étudiants du programme de maîtrise en sciences militaires du Collège de commandement et d'état-major des forces armées. SE le major général pilote Abdullah bin Hamid Al-Qurashi, vice-commandant militaire de la Coalition, s'est adressé aux membres de la délégation qui a été informée des efforts de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme de la CIMCT.



La CIMCT célèbre la fête nationale de la Gambie et du Koweït et félicite Brunei à l'occasion de son jour d'indépendance



Les délégués de la République de Gambie ont organisé le dimanche 20/2/2022 une cérémonie marquant l'indépendance de leur pays, au siège de la Coalition à Riyad, en présence des délégués des États membres et du personnel de la Coalition. Le délégué de la Gambie auprès de la Coalition, le colonel Momodou Jallow, a prononcé une allocution à cette occasion. Une vidéo sur la Gambie a été également diffusée. Le SG a félicité les deux États, leur souhaitant progrès et prospérité.

Le dimanche 27/2/2022, le délégué de l'État du Koweït à la CIMCT, le brigadier-général Nawaf bin Nasser al-Jutaili, a célébré la fête nationale de son pays, au siège de la Coalition à Riyad, en présence du SG, des délégués accrédités et des membres de la Coalition. Le Brig. Gén. Al-Jutaili a prononcé un discours à cette occasion et projeté un documentaire sur l'État du Koweït. La CIMCT a également félicité Brunei Darussalam pour sa fête d'indépendance célébrée le 23/2/2022.